

Attali: «Je persiste et signe»

Intervista a Jacques Attali di Frédérique Jourdaa e Dominique de Montvalon

Ancien sherpa de François Mitterrand, Jacques Attali a été nommé par Nicolas Sarkozy à la tête d'une commission chargée de faire des propositions «pour libérer la croissance française». Un document volcanique.

Publié chez XO Editions, le rapport Attali, qui regroupe 300 propositions, a déjà été vendu à 43 000 exemplaires. Beaucoup d'élus sont persuadés qu'on veut les court-circuiter et les taxis, sans même attendre qu'un projet de loi ait vu le jour, ont bloqué les grandes villes. Scandalisé de ce qu'il tient pour des faux procès, Attali s'explique.

Pour lui, la France a le devoir de se réformer. Pour cela, il compte sur le tandem Sarkozy-Fillon.

Les élus UMP vous montrent du doigt. Vous êtes « le » responsable de leur chute dans les sondages et bientôt, craignent-ils, de leur échec dans les urnes...

Jacques Attali. Je ne suis pas un homme politique. Mon rôle a consisté, à la demande du président de la République et du Premier ministre, à réunir des femmes et des hommes de très haut niveau pour dire, très concrètement et de façon non partisane, ce qu'il faut faire pour améliorer la société française. C'est tout. Nous l'avons fait sereinement, après de longues études et à l'unanimité. Et, à chaque page de notre rapport, nous répétons que la réforme est vitale mais que tout doit être fait dans la négociation pour protéger l'intérêt des plus faibles.

On vous reproche d'être une commission d'experts arrogants...

C'est ridicule ! Tous, nous avons depuis longtemps des responsabilités dans des associations, des entreprises, des syndicats, des universités et l'Etat. Les uns sont venus de province, d'autres de Paris, d'autres encore de l'étranger. Nous ne sommes ni des technos ni des professeurs Tournesol. Nous sommes très fiers de la qualité de notre travail. Cela dit, j'insiste, nous ne sommes pas un gouvernement bis : ce n'est pas à nous de décider.

Quelle volée de bois vert a reçu votre rapport!

Seulement une dizaine de propositions sur 316 ont été critiquées. Ce n'est pas si mal. Comment pourrait-il en être autrement quand on nous a prêté des propositions qui n'ont jamais été les nôtres ? A écouter certains, nous aurions réécrit la Constitution, et elle aurait été rejetée par les taxis. On rêve !

«Nous ne demandons qu'à être pillés...»

Vous ne voulez vraiment pas la « mort » des taxis ?

Je ne voulais pas, à l'origine, que notre commission traite des taxis, qui ne sont pas des privilégiés. C'est le président de la République et le gouvernement qui ont demandé que nous traitions la question des professions réglementées. Parlons des taxis. Nous avons rencontré les professionnels, les responsables syndicaux et proposé toute une série de réformes importantes qu'ils demandent depuis très longtemps : pour Paris, des voies réservées jusqu'à Roissy ; le droit à la maraude ; le

droit d'utiliser les plaques à plusieurs. Et de les vendre dès qu'ils le souhaitent. Nous n'avons, en revanche, jamais proposé ce contre quoi les taxis ont manifesté, c'est-à-dire la déréglementation de la profession. En revanche, il y a des professions qu'il faut, à notre avis, cesser de protéger : les avocats au Conseil d'Etat, par exemple, ou les grands corps de l'Etat. Une mutation radicale de l'appareil d'Etat est indispensable.

Donc, vous persistez et signez?

Je persiste et signe.

Comprenez-vous tout de même que toute une série de professions aient peur de vous et de votre commission?

Je leur demande simplement de lire ce qu'on a proposé. Moi, je ne peux pas me défendre contre des propositions qu'on n'a pas faites.

L'idée de supprimer les départements, Nicolas Sarkozy n'en veut pas...

Nous ne disons jamais que le département est mal géré ni que c'est une mauvaise structure. Nous disons qu'il faut choisir. Rendez-vous compte ! Il y a en France sept niveaux de décision : la commune, la communauté de communes, le canton, le pays, le département, la région, l'Etat. Dans les autres pays, c'est trois. Gardons-nous de cet enchevêtrement, transférons progressivement les pouvoirs vers les deux niveaux efficaces que sont l'agglomération pour tout ce qui est proximité et la région pour les grandes infrastructures.

Le refus de cette proposition par l'Elysée ne remet-il pas en cause les équilibres globaux de votre rapport ?

Encore une fois, plus de 300 propositions sont en bonne voie pour être mises en oeuvre. Et d'ici à dix ans, je suis convaincu, quel que soit le gouvernement, qu'il soit de gauche ou de droite, que les compétences principales du département seront discrètement « vidées ». Je ne fais là qu'annoncer ce qui est déjà en train de se passer, et qui va simplement s'accélérer. Ou alors c'est le FMI qui viendra nous dire : « Messieurs, il faut le faire. »

Ne regrettez-vous pas d'avoir dit que votre rapport est un tout, à prendre ou à laisser?

Je n'ai jamais dit cela. Et ce n'est pas écrit. Simplement, de notre point de vue, cela ne marchera pas s'il n'y a pas, dans les choix qui seront faits, une cohérence d'ensemble. Prenons un exemple : la réforme de la distribution ne peut être bénéfique que si des mesures sont prises pour soutenir fortement le petit commerce. C'est une question d'équilibre.

Ne craignez-vous pas que les parlementaires « enterrent » votre rapport?

Si vous saviez les encouragements et félicitations que nous recevons !... De la majorité, de l'opposition, du gouvernement, des chambres de commerce, de la société civile, des jeunes surtout... Déjà, entre 30 et 50 propositions - de l'université aux PME - sont mises en oeuvre...

Cela ne vous gêne pas d'être pillé?

Nous ne demandons que cela ! Mme Boutin a plébiscité notre rapport d'étape sur la distribution et le logement. De même, Mme Lagarde sur la distribution et la concurrence. En avril, la loi sur la modernisation de l'économie s'inspirera très largement, à ma connaissance, de nos travaux...

«Les élections rendent tout le monde très nerveux»

Entre Nicolas Sarkozy et l'opinion, le désamour aujourd'hui est violent...

Je ne suis pas son conseiller. Je note simplement qu'à gauche, après la victoire de 1981, la phase de désamour a surgi pareillement, mais un an plus tard. Et François Mitterrand s'en est très bien sorti puisqu'il est resté quatorze ans au pouvoir. Cela dit, avec un déficit de 40 milliards d'euros, cinq fois plus qu'en 1983, la situation réelle du pays est aujourd'hui beaucoup plus grave. En 2050, au train où on va, il y aura 70 millions d'habitants de moins en Europe, et un tiers de la population aura plus de 65 ans. Si nous n'ouvrons pas les bras aux élites des pays tiers, si nous ne développons pas l'économie de la connaissance, si nous ne réformons pas l'État, ceux qui auront commis ces erreurs verront leurs propres retraites s'effondrer. Et à juste titre, parce que les nouvelles générations leur reprocheront de n'avoir rien fait et refuseront de payer ces charges immenses.

Vous arrivez malgré tout à être optimiste?

Oui. Pour l'heure, les élections rendent tout le monde très nerveux. Après, on verra... Le président de la République a un avantage par rapport à François Mitterrand : lui a dix-huit mois sans élections. Il a du temps devant lui. Au gouvernement, donc, d'agir, ce sera son succès ou son échec. Je suis simplement convaincu que notre rapport sera lu dans vingt ans comme l'exposé de ce qu'il fallait faire. Après les mutations historiques de 1945, de 1958, de 1981, la France a l'obligation morale de se moderniser, donc de faire sa révolution.